

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

UKRAÏNE : LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE OUVRE UN BUREAU À KIEV

Le procureur général ukrainien Andrii Kostine a annoncé ce jeudi 14 septembre l'ouverture d'un bureau de la CPI à Kiev, présenté comme "le plus grand" en dehors de La Haye. Andrii Kostine a présenté cette ouverture comme "une étape décisive dans notre parcours vers le rétablissement de la justice", alors que l'Ukraine cherche à établir un tribunal spécial pour mettre en accusation les dirigeants russes après l'invasion du pays.

ONU : L'ENVOYÉ SPÉCIAL AU SOUDAN DÉMISSIONNE SOUS LA PRESSION

À l'occasion d'un briefing des ambassadeurs, Volker Perthes a prévenu que le conflit au Soudan pourrait rapidement évoluer en "une guerre civile à grande échelle", puisqu'aucune des deux parties ne semble proche d'une victoire militaire décisive. Puis l'envoyé spécial de l'ONU a annoncé son départ, très certainement précipité par les pressions du pouvoir en place.

MADAGASCAR : L'OPPOSITION DÉNONCE UN «COUP D'ÉTAT INSTITUTIONNEL»

Mardi 12 septembre, 10 des 13 candidats à l'élection présidentielle ont dénoncé, dans une lettre adressée à la Ceni, un "coup d'État institutionnel". Ces candidats reprochent à la Haute Cour constitutionnelle d'avoir violé la Constitution en confiant les rênes du pays au Premier ministre et à son gouvernement, pour assurer l'intérim du président sortant démissionnaire. Dans la missive, les candidats contestataires soutiennent que l'institution a fait une mauvaise interprétation des textes, et la suspectent d'avoir pris une décision dictée par le régime.

Rassemblées par JMN

## Libye : l'aide internationale s'intensifie après les inondations meurtrières

JMN(SOURCE AFP)  
Libreville/Gabon

L'aide internationale à la Libye s'intensifie jeudi après les inondations dévastatrices rappelant un tsunami qui ont fait des milliers de morts et de disparus dans l'Est du pays, un bilan que l'ONU attribue en partie à l'héritage d'années de guerre et de chaos.

Cependant, l'accès à la zone sinistrée reste très difficile après la destruction de routes et de ponts, les dommages causés aux lignes électriques et téléphoniques coupées dans de vastes zones, où au moins 30.000 personnes se sont retrouvées sans abri.

Le déferlement d'eau dans la nuit de dimanche à lundi à Derna a rompu deux barrages en amont, provoquant une crue éclair de l'ampleur d'un tsunami.

Les dégâts sont énormes dans cette ville côtière de 100.000 habitants où des pâtés de maisons entiers, des voitures et un nombre incalculable de personnes ont été emportés dans la mer Méditerranée.

Les incertitudes demeurent sur le bilan des victimes. Les bilans avancés par les autorités libyennes varient d'un responsable à l'autre. Si le porte-parole du ministère de l'Intérieur au sein du gouvernement de l'Est a fait état mercredi de plus de 3.840 morts, le ministre lui-même, Issam Bouznigou, a parlé quelques heures plus tard de 2.794 morts à Derna et dans les autres villes de l'Est. Jeudi, des habitants traumatisés, des plongeurs, des secouristes et des volontaires continuent de sortir des corps des décombres ou de les repêcher en mer. Des centaines de corps ont été déjà enterrés depuis la catastrophe, parfois dans des fosses communes.

Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé jeudi avoir dépêché des équipes supplémentaires dans la région pour la distribution de l'aide humanitaire, ajoutant avoir "fourni 6.000 sacs mortuaires".

De son côté, le Programme alimentaire mondial (PAM) a indiqué jeudi dans un communiqué avoir commencé à fournir une aide alimentaire à plus de 5.000 familles déplacées par des inondations, précisant que "des milliers de familles à Derna sont maintenant sans nourriture ni abri". L'ONU, les Etats-Unis, l'Union eu-



Les dégâts sont énormes dans cette ville côtière de Derna.

ropéenne et de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont promis d'envoyer de l'aide. Des équipes de secours étrangères sont déjà à l'oeuvre à la recherche d'éven-

tuels survivants ou de victimes. De plus, ce pays d'Afrique du Nord est plongé dans le chaos depuis la mort du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, avec deux gouver-

nements rivaux, l'un reconnu par l'ONU basé dans la capitale Tripoli, à l'ouest, l'autre étant installé dans la région orientale touchée par les inondations.

## RDC : l'ex-chef du parti présidentiel condamné à 7 ans de prison

JMN (source AFP)  
Libreville/Gabon

L'ex-chef du parti présidentiel Jean-Marc Kabund, poursuivi en République démocratique du Congo pour "outrage au chef de l'Etat", a été condamné mercredi à sept ans de prison, a annoncé sa défense. Cette peine est supérieure aux trois ans de prison qui avaient été requis par le ministère public.

La Cour de cassation a jugé que "toutes les infractions pour lesquelles M. Kabund était poursuivi étaient établies", a déclaré à la presse Me Kaddy Ditou. Elle a fait "un cumul de peines" et l'a condamné à "84 mois de servitude pénale principale, équivalent de 7 ans" de prison, a ajouté l'avocate. Parmi ces infractions figurent l'"outrage au chef de l'Etat", "offense au chef de l'Etat et aux institutions de la République", "propagation de faux bruits", a-t-elle expliqué à la sortie de l'audience, qui n'était pas ouverte au public. "C'est une peine très sévère", a estimé l'avocate. Prononcée par la Cour de cassation en premier et dernier ressort, cette décision n'est pas susceptible d'appel. Ex-chef de l'Union pour la démoc-



Les membres du parti de Jean-Marc Kabund estiment qu'il s'agissait d'un procès politique.

ratie et le progrès social (UDPS), parti du président congolais Félix Tshisekedi, Jean-Marc Kabund est député et ancien vice-président de l'Assemblée nationale. Il a été arrêté le 9 août 2022 et est détenu depuis à Makala, la grande prison de Kinshasa.

En annonçant en juillet 2022 la création de son propre parti, "Alliance pour le changement", M. Kabund avait fustigé "l'absence de vision claire", "l'incompétence notoire et la +mégestion+ ins-

titutionnalisée caractérisée par l'insouciance, l'irresponsabilité, la jouissance et la prédation au sommet de l'Etat". Des propos qu'il a repris lors de son procès. Présents aux abords de la Cour de cassation, des proches et membres du parti de M. Kabund ont estimé qu'il s'agissait d'un procès "politique", alors que les élections générales sont prévues le 20 décembre. Le président Tshisekedi, au pouvoir depuis janvier 2019, est candidat à un second mandat de cinq ans.